



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2769  
27 août 2021  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE**

# **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**



U.S. DEPARTMENT OF DEFENSE

# **Afghanistan :**

# **le fiasco**

# **et l'horreur,**

# **résultat**

# **de vingt ans**

# **de guerre**

# **impérialiste**

**Antilles :**  
**Une catastrophe prévisible**

Page 6

**Automobile :**  
**Des pertes de salaire inacceptables**

Page 10

**Rentrée scolaire :**  
**Face au Covid, rien de prévu**

Page 4

**Leur société**

- Réfugiés afghans : à bas les frontières! 3
- Reprise économique : toujours la guerre contre les travailleurs 3
- Écologie : Macron aux petits soins pour les entreprises 3
- Contre le passe sanitaire : nouvelles manifestations 4
- Dépistage : des pratiques pas très propres 4
- Rentrée scolaire : face au Covid, rien de prévu 4
- Lille Amendes : toujours plus racketteur 4
- On ne devrait pas vieillir... 4
- Incendie des Maures : quels moyens pour combattre le feu ? 5
- Hausse des carburants : les trusts pétroliers se gavent 5
- Nice-Marseille : où est le ballon ? 5
- Antilles : une catastrophe prévisible 6
- Guadeloupe : les manifestations se poursuivent 6
- Céréales : les spéculateurs font leur blé 6
- Rentrée étudiante : toujours plus chère 9
- Dragon 17 - La Rochelle : la sécurité n'est pas la priorité du gouvernement 9
- Police : des criminels toujours en fonction 9
- Cac 40 : le salaire des PDG ne connaît aucune crise 12
- Fraudeurs : l'État bon prince avec les entreprises 12

**Dans le monde**

- Afghanistan : le retour des talibans après vingt années de guerre impérialiste 7
- Centrafrique : les terroristes et ceux qui les paient 7
- Records de dividendes : capital cannibale 7
- Pandémie : mortelle course aux profits 12

**Il y a 170 ans**

- En Californie : la ruée vers l'or, légende et réalité 8

**Dans les entreprises**

- Dans l'automobile : des pertes de salaire inacceptables! 10
- Toyota - Onnaing 10
- Stellantis-PSA - Sochaux 10
- Stellantis-PSA - Rennes 10
- Les travailleurs ne sont pas responsables de la pénurie de puces électroniques 10
- Stellantis - Sochaux : l'argent public détourné vers le patronat 10
- Hôpital de Quimper : rien ne va plus 11
- CHRU de Nancy : il y a de l'argent... pour les contrôles! 10
- Centre hospitalier de psychiatrie - Cadillac : des paroles et des actes 10

**Agenda**

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12
- Nathalie Arthaud à Évreux 12

# La débâcle américaine en Afghanistan et l'horreur de la domination impérialiste

On ne peut être qu'écœuré et révolté par les images venant d'Afghanistan. La débâcle de l'armée américaine et du régime qu'elle soutenait a entraîné un vent de panique dans la population à Kaboul. Des milliers d'Afghans ont foncé vers l'aéroport pour tenter de fuir dès qu'ils ont appris l'arrivée des talibans. Mais, une fois sur place, les soldats américains se sont opposés à leur accès à l'aéroport, en faisant plusieurs morts, victimes de balles ou écrasés dans la bousculade. L'armée américaine a abandonné ceux sur lesquels elle s'était appuyée pendant des années, mais aussi tous ceux qui craignent la dictature infâme des talibans, et les a empêchés de monter dans ses avions.

Mais le plus révoltant est cette guerre, de plus de vingt ans, menée au prétexte de combattre le terrorisme et dont les populations d'Afghanistan ont été les premières victimes, par suite des exactions des talibans et de celles de l'armée américaine.

L'armée américaine prétendait combattre les talibans, ces bandes armées réactionnaires qui veulent réimposer leur dictature sur le peuple afghan, et en particulier sur les femmes. Mais ce sont les dirigeants américains eux-mêmes qui les ont fabriqués de A à Z. À la fin des années 1970, ils ont financé et armé les milices islamistes qui combattaient l'occupation soviétique en Afghanistan. Une fois au pouvoir, ces milices se sont retournées contre les États-Unis. Mais après en avoir été chassées, les vingt ans d'occupation militaire américaine les ont remises en selle, et les revoilà au pouvoir.

Alors qu'ils ont dépensé des milliards de dollars dans cette guerre, les États-Unis ont été incapables d'organiser le sauvetage de quelques milliers d'Afghans. Qu'aurait coûté la mise en place d'un pont aérien pour les sauver? Une goutte d'eau, en comparaison des sommes dépensées en bombes et autres engins de guerre.

Mais il n'y avait aucune illusion à se faire, quand on voit que les États-Unis ne sont même pas capables d'aider la population haïtienne, qui se trouve à quelques centaines de kilomètres des côtes américaines et vient d'être frappée par un tremblement de terre. Tout comme ils n'ont pas été capables de l'aider il y a dix ans, lors du

précédent tremblement de terre qui avait fait 200 000 morts et détruit toute la capitale d'Haïti. Là encore, une infime partie de l'argent dépensé par l'armée américaine pour tuer, détruire et incendier en Afghanistan aurait suffi pour rebâtir ce petit pays, le plus pauvre du continent américain.

Dans cette guerre d'Afghanistan, l'armée et l'impérialisme français n'ont joué qu'un rôle de larbin à côté de l'impérialisme américain. Mais il faut rappeler qu'au Mali, l'armée française mène depuis des années une guerre en tant que maître d'œuvre, avec le même prétexte de lutter contre le terrorisme, avec les mêmes souffrances infligées aux populations locales et le même résultat prévisible.

Voilà ce qu'est la domination impérialiste sur le monde, dans toute son horreur.

Tout ce qui se passe en Afghanistan nous concerne, nous travailleurs d'ici, aussi parce que les dirigeants occidentaux, qui sont les premiers responsables du chaos là-bas vont s'en servir contre nous. À peine les talibans avaient-ils remis un pied à Kaboul que Macron et d'autres dirigeants politiques agitaient le spectre d'une nouvelle vague migratoire qu'il faudrait stopper.

Aucune frontière n'arrêtera ces êtres humains qui fuient la mort et veulent sauver leur vie et celle de leurs enfants. Un point de vue humain élémentaire voudrait qu'ils puissent s'installer là où ils le souhaitent et, pour certains, rejoindre des amis ou des membres de leur famille qui ont déjà émigré. Mais les dirigeants comme Macron préfèrent utiliser les migrants comme des boucs émissaires sur lesquels détourner le mécontentement.

Ils vont chercher à diviser encore plus les travailleurs, en stigmatisant nos camarades qui viennent d'Afghanistan, mais aussi tous ceux qui sont originaires de régions arabes, turques ou en général de religion musulmane. Alors, il ne faut pas que les travailleurs se laissent abuser ni se trompent d'adversaires.

Réaliser l'émancipation collective des travailleurs et celle de la société du joug de l'exploitation capitaliste signifie aussi renverser le pouvoir de l'impérialisme ici en France, comme aux États-Unis et dans les autres pays impérialistes. Et ces deux tâches n'en font qu'une.



Des Afghans massés à la frontière iranienne.

CROISSANT ROUGE IRANNIEN

## Réfugiés afghans : à bas les frontières !

Dans son discours du 16 août, Macron a affirmé à la fois la nécessité de venir en aide aux Afghans qui ont travaillé pour l'armée française, et celle de collaborer avec les pays européens pour se protéger contre une vague d'immigration clandestine.

Alors que toutes les télévisions montraient les images de milliers d'Afghans envahissant l'aéroport de Kaboul pour essayer de fuir le régime des talibans, ces propos étaient révoltants.

L'Élysée a alors prétendu que neuf demandeurs d'asile afghans sur dix auraient été accueillis en France ces dernières années, ce que les chiffres ne confirment pas. Depuis 2018, 10 000 Afghans demandent l'asile en France chaque année, 5 500 l'ont obtenu en 2018, 6 244 en 2019, 7 494 en 2020.

La France est aussi un des pays européens qui ont renvoyé le plus d'Afghans vers leur pays, en proie à la violence, ces dix dernières années : près de 6 000 qui étaient sur le territoire,

plus 10 000 qui ont été refoulés directement à la frontière. Depuis quelques semaines, avec l'avancée des talibans vers le pouvoir, les expulsions vers l'Afghanistan ont été arrêtées... temporairement.

Depuis la prise de Kaboul par les talibans, l'Allemagne a annoncé qu'elle accueillerait 10 000 réfugiés Afghans, la Grande-Bretagne 20 000. Pour ce qui concerne la France, un millier de réfugiés, évacués par avion, sont arrivés à Paris, en majorité des collaborateurs de l'armée française, traducteurs, chauffeurs, cuisiniers, guides, et leurs familles. Le ministre des Affaires étrangères, Le Drian, parle d'en accueillir mille de plus.

Il est évident que les puissances occidentales,



Des Afghans attendent aux portes de l'aéroport de Kaboul.

après avoir dépensé des milliards pour faire la guerre en Afghanistan pendant vingt ans, ne mettront pas les moyens nécessaires pour évacuer tous ceux qui les ont aidés, sans parler de ceux qui se sentent menacés par le régime à d'autres titres.

Beaucoup ne pourront pas partir dans le fiasco de l'évacuation actuelle, et rien ne pourra empêcher que certains essaient de fuir les persécutions du nouveau régime. Plutôt que

de leur assurer le droit de s'installer dans le pays de leur choix, Macron et ses complices de l'Union européenne se préparent au contraire à multiplier les barrières pour les empêcher de venir. L'Autriche, reprenant une des propositions du discours de Macron, ne vient-elle pas de proposer d'installer des camps de réfugiés dans les pays frontaliers de l'Afghanistan ?

Profitant sans vergogne de la situation, les concurrents de Macron font de la

surenchère. De Bertrand à Pécresse en passant par toutes les nuances de l'extrême droite, c'est à qui dénoncera le danger d'accueillir de prétendus talibans en France. Mardi 24 août, les médias se répandaient déjà sur un prétendu taliban caché parmi les réfugiés de l'ambassade de France. Cela ne serait que ridicule si cela ne faisait pas partie de la campagne visant à dresser une partie des travailleurs contre une autre.

Hélène Comte

## Reprise économique : toujours la guerre contre les travailleurs

Le ministre de l'Économie, Le Maire, est content de lui. Grâce à l'action du gouvernement, prétend-il, le ciel se dégage pour l'économie du pays. Il annonce une croissance de 6 %, un chiffre du chômage descendu à 8 %, et prétend que les faillites en chaîne prévues du fait de la crise sanitaire n'ont pas eu lieu.

Mais Le Maire est volontairement imprécis sur ce qu'il y a derrière ces chiffres. La croissance intègre les profits faramineux des grandes entreprises, sans commune mesure avec une reprise de l'activité. Quant à la reprise de la consommation, cela dépend du point de vue qu'on adopte : si les succès de l'industrie du luxe montrent que les milieux fortunés dépensent à tout-va, les travailleurs ont des fins de mois plus difficiles et qui commencent de plus en plus tôt.

Les aides aux entreprises, sous forme de paiement du chômage partiel et d'allègements fiscaux notamment, qui ont coûté 250 milliards d'euros à l'État, prennent fin le 30 août. Il faut croire que l'économie ne redémarre pas toute seule, car Le Maire n'exclut pas de prolonger les aides pour les secteurs défaillants. De quoi continuer à gonfler la dette publique, qui atteint un record, et dont le poids retombera tôt ou tard sur la population.

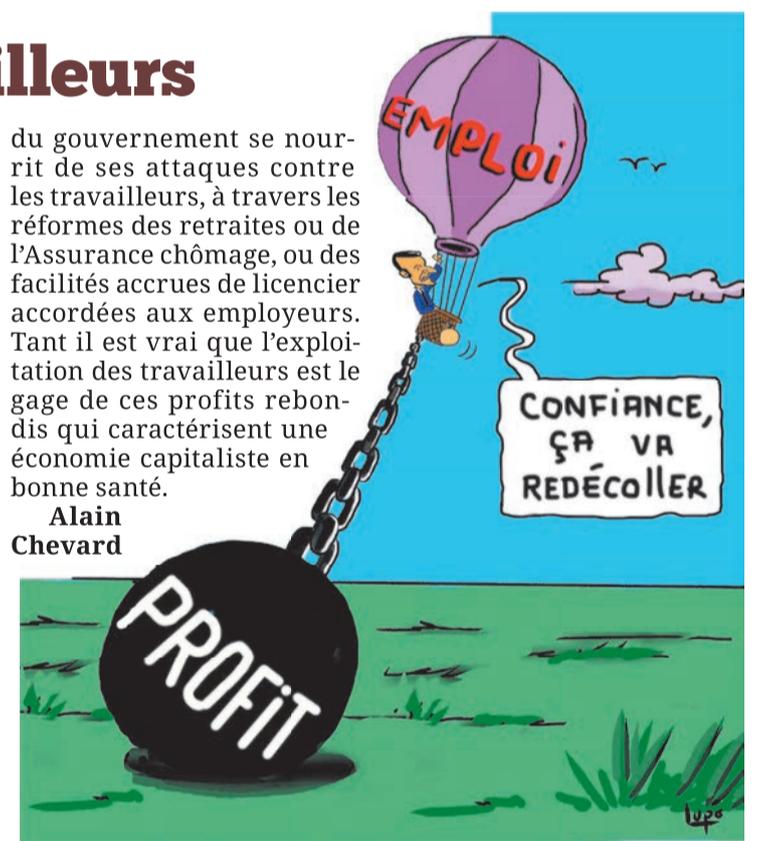
Le chômage frappe

toujours pratiquement 6 millions de personnes. 800 000 chômeurs pointent à Pôle emploi depuis plus d'un an. Le taux de chômage des plus de 50 ans augmente et un jeune actif sur cinq est toujours sans emploi. La réforme de l'Assurance chômage va aggraver la situation des travailleurs privés d'emploi, de même que la baisse de l'indemnisation du chômage partiel, qui sera de 72 % du salaire net dans toutes les entreprises au lieu de 84 % pendant la crise sanitaire. Pour les travailleurs qui alternent les contrats en CDD ou en intérim et les périodes de chômage, comme pour ceux qui sont en CDI, la crainte d'être privé d'emploi persiste.

L'optimisme économique

du gouvernement se nourrit de ses attaques contre les travailleurs, à travers les réformes des retraites ou de l'Assurance chômage, ou des facilités accrues de licencier accordées aux employeurs. Tant il est vrai que l'exploitation des travailleurs est le gage de ces profits rebondis qui caractérisent une économie capitaliste en bonne santé.

Alain Chevard



## Écologie : Macron aux petits soins pour les entreprises

Début 2020, Macron s'était engagé auprès de 200 patrons d'entreprises françaises ou étrangères à faciliter leur implantation industrielle en supprimant des contraintes environnementales, malgré les protestations des milieux écologistes. Voilà qui est chose faite, puisque

le décret d'application des nouvelles normes vient d'être publié au *Journal officiel*.

Dorénavant, certains projets ne donneront plus lieu systématiquement à des enquêtes publiques, procédure jusqu'alors obligatoire. Ce sera au préfet d'en juger souverainement.

Qu'en sera-t-il de la construction d'usines style AZF ou Lubrizol ?

Il sera aussi possible d'engager des travaux de construction avant la délivrance de l'autorisation environnementale. Qu'en sera-t-il de nombreux sites naturels qu'il faudrait préserver ?

Enfin, une seule étude d'impact s'imposera, celle de la première autorisation. Ensuite, quelles que soient les modifications apportées, il n'y aura plus besoin de nouvelle autorisation.

Certes, même avant cette réglementation, beaucoup d'entreprises

obtenaient des dérogations en usant de leur influence auprès des services de l'État. Mais avec cette nouvelle loi ASAP ce sera encore plus facile.

Et tant pis pour la santé des travailleurs, celle des riverains, pour l'environnement. Le profit passe avant !

Catherine Olivier

# Contre le passe sanitaire : nouvelles manifestations

Samedi 21 août, les manifestations contre le passe ont regroupé plus de 175 000 personnes dans plus de 250 villes, selon les chiffres de la police. Ces chiffres sont en baisse par rapport aux semaines précédentes, mais toujours conséquents pour un samedi du mois d'août.

Cette fois-ci, certaines manifestations ont été organisées dans des petites villes où ce n'est pas habituel. Et, comme les samedis précédents, on y trouvait des personnes qui descendaient dans la rue pour la première fois de leur vie.

Le gouvernement et ses serviteurs médiatiques ont mis l'accent sur la baisse du nombre de manifestants ainsi que sur le fait que ceux qui se font vacciner chaque jour sont plus nombreux que ceux qui manifestent. Mais parmi ceux qui choisissent de se faire vacciner, par conviction ou parce qu'ils y sont obligés pour ne pas perdre leur travail, beaucoup sont loin d'approuver le passe

sanitaire et les méthodes autoritaires du gouvernement, en particulier en direction du personnel soignant qui a été en première ligne depuis le début de la pandémie. Les embauches de vigiles pour contrôler les passes, par des directions d'hôpitaux qui ont fermé des lits et qui refusent d'embaucher des soignants, choquent tout particulièrement.

Beaucoup de travailleurs ressentent aussi le renforcement de la dictature patronale permis par l'instauration du passe sanitaire. Les témoignages se succèdent, sur des patrons qui font du chantage à l'emploi auprès de leurs salariés non vaccinés, y compris dans des secteurs où la vaccination n'est



À Bourg-en-Bresse, dans la manifestation du samedi 21 août.

pas obligatoire. Par ailleurs, l'inquiétude est grande concernant la rentrée scolaire et le sort réservé aux nombreux enfants non vaccinés, avec en particulier les problèmes de garde, quand les enfants cas-contacts seront renvoyés chez eux.

La pandémie gérée par un gouvernement aux ordres des capitalistes, c'est toujours plus de contraintes et d'incertitudes pour les travailleurs, et toujours pas les moyens nécessaires pour les hôpitaux et les soignants.

Valérie Fontaine

## Lille Amendes : toujours plus racketteur

Depuis le 5 juillet, le service public de Lille Amendes ne reçoit presque plus d'usagers. Le manque de personnel est flagrant. Les joindre par téléphone ou par mail est un parcours du combattant. Contester une saisie sur salaire est devenu quasi impossible.

Les plus frappés par cette mesure de fermeture au public sont évidemment les travailleurs, c'est-à-dire ceux aux plus petits revenus. Un travailleur qui ne peut pas payer son amende de 135 euros pour non-port du masque risque de se retrouver ensuite avec une amende majorée et, pour finir, une saisie sur salaire.

Encore une fois, l'État est impitoyable envers les travailleurs. Et s'il veut remplir toujours plus ses caisses, c'est pour pouvoir arroser ensuite le grand patronat.

Correspondant LO

## Dépistage : des pratiques pas très propres



Les laboratoires et les pharmacies recrutent à tour de bras du personnel pour la réalisation des tests. Les candidats se voient imposer le statut précaire d'autoentrepreneur, les cotisations sociales restant ainsi à leur charge. Certains sont payés au test réalisé et d'autres n'ont jamais été payés car la plateforme de recrutement et le laboratoire pour lesquels ils ont travaillé se renvoient la balle.

En revanche, les tests sont remboursés à 100 % par la Sécurité sociale, de quoi aiguïser les appétits de certains acteurs du secteur. Des associations professionnelles ont alerté le ministère de la Santé et l'Assurance maladie sur ces pratiques, sans provoquer de réaction.

Mais pourquoi en serait-il autrement, alors que les capitalistes de la santé, petits et grands, peuvent, grâce à la pandémie, se garder sans contrôle aux dépens de la collectivité?

A. C.

## Rentrée scolaire : face au Covid, rien de prévu



Blanquer, le ministre de l'Éducation, a annoncé par voie de presse les dispositions prévues pour la rentrée.

La seule certitude est qu'elles ne coûteront rien à l'État, puisque aucun des moyens supplémentaires qu'aurait exigé la crise sanitaire n'est annoncé, pas plus en moyens matériels qu'en personnel.

Tout en prétendant, comme c'est son habitude, que l'école n'est pas un lieu majeur de contamination, Blanquer se voit contraint

d'appliquer le niveau 2 d'alerte en métropole, prévoyant la fermeture des classes dans les écoles dès le premier cas, et dans les collèges et lycées l'éviction des élèves contacts à risque sans vaccination complète. Les élèves évincés seront renvoyés chez eux sept jours, mais sans aucune prise en charge pour les parents salariés contraints de

garder leurs enfants. Ces jeunes seront censés suivre un enseignement à distance, totalement illusoire, car les enseignants ne pourront assurer en même temps leurs cours et l'enseignement virtuel. Sans parler de la question de l'équipement informatique, inexistant ou rudimentaire dans les familles les plus modestes.

Il est aussi question d'une campagne de détection par test salivaire. On parle de « cibler », c'est-à-dire, en clair, de tester le moins possible.

Le protocole prévoit aussi une aération renforcée des salles de classe. Là où l'ouverture des fenêtres est insuffisante ou impossible, les collectivités sont sommées de fournir des détecteurs de dioxyde de carbone et des purificateurs d'air à chaque salle de classe. Sur ce point, la responsable des questions scolaires de l'Association des maires de France confirme que les

communes ne peuvent pas financer ces appareillages coûteux.

Pour participer aux sorties scolaires là où le passe sanitaire est obligatoire, comme dans les musées et les cinémas, les élèves non vaccinés devront faire un test, qui va devenir payant. Cela n'empêche pas Blanquer de prétendre que le principe de gratuité reste assuré. Il ne reste plus qu'à le croire sur parole.

Selon les projections de l'Institut Pasteur, les enfants et les adolescents pourraient représenter la moitié des cas de contamination en septembre. Face à un tel risque, le prétendu plan de Blanquer va laisser les élèves et leurs familles, ainsi que le personnel de l'éducation, livrés à eux-mêmes. Élèves, familles et personnels éducatifs auront donc tout intérêt à prendre les choses en main.

Alain Chevard

## On ne devrait pas vieillir...

Selon Santé publique France, l'État est loin d'être à la hauteur en ce qui concerne la vaccination des plus de 80 ans, qui ne sont vaccinés qu'à 80%.

Le gouvernement français ne s'est pas donné sérieusement les moyens de localiser les 600 000 personnes qui manquent à l'appel et

qu'on commence seulement à aller chercher à domicile. Ces personnes ne sont pas forcément réfractaires au vaccin, mais surtout isolées.

Cela n'empêchera pas les ministres de nous redire, comme ils le font à chaque occasion, qu'ils ont tout bien fait.

J. F.

## Incendie des Maures : quels moyens pour combattre le feu ?

Une semaine après son déclenchement, l'incendie qui a ravagé le massif des Maures, au nord de Saint-Tropez, a été maîtrisé, sans être cependant complètement éteint. Son origine n'était pas encore déterminée, la piste d'un automobiliste irresponsable qui aurait jeté un mégot allumé au bord de l'autoroute restant privilégiée.

Mais, quelle qu'en soit la cause immédiate, toutes les conditions étaient réunies pour qu'un départ de feu prenne vite des proportions importantes : entre les périodes de fortes chaleurs qui ont causé une sécheresse extrême de la végétation et un mistral soufflant violemment dans une zone difficile d'accès pour les moyens de lutte terrestres, les pompiers n'ont pu contenir rapidement l'incendie.

Ainsi, après d'autres pays bordant la Méditerranée, le sud de la France a connu un incendie de grande ampleur, détruisant plusieurs milliers d'hectares de végétation, brûlant des habitations et causant la mort de deux personnes. Et avec le réchauffement climatique, il est à craindre que de tels scénarios se

généralisent. Déjà, le déclin des terres agricoles, où les champs constituaient des coupe-feu naturels, et leur remplacement par des forêts, en majorité des pinèdes très inflammables, a fragilisé des régions entières face aux incendies, surtout lorsque les sous-bois ne sont plus entretenus, que ce soit par des particuliers ou par des services de l'État défaillants, faute de personnel. En outre, l'urbanisation de ces zones multiplie les risques de déclenchement accidentel de feux, entre les barbecues, les tondeuses ou autres engins motorisés.

L'exemple des Maures montre qu'il devient urgent de mettre des moyens d'une tout autre ampleur si l'on veut combattre des incendies géants.

Certes, depuis une

vingtaine d'années, des progrès ont été faits en France dans la lutte contre les incendies de forêt. La prévention a été développée, avec la création de bassins de rétention d'eau et l'implantation de guérites permettant la surveillance des zones à risque, ainsi que le renouvellement, malheureusement très partiel, de la flotte aérienne. Celle-ci se compose actuellement de douze Canadair, huit Dash, d'une capacité supérieure, soit en tout et pour tout vingt avions bombardiers d'eau, et trois Beechcraft utilisés pour la surveillance. À cela il faut ajouter des hélicoptères ayant, eux, de faibles capacités. Les sept Tracker qui restaient, d'un âge moyen de 61 ans, ont été retirés de la circulation l'an passé car jugés trop dangereux,

surtout après le crash ayant coûté la vie à un pilote. Les Canadair vieillissent eux aussi – 21 ans d'âge moyen – ce qui les contraint à rester au sol pour des périodes d'entretien ou de réparation de plus en plus longues.

Mais, pour que ces quelques progrès aient un impact sur des incendies difficilement maîtrisables, encore aurait-il fallu que les effectifs des pompiers aient suivi, ce qui n'est pas le cas. Ces deux dernières années, plusieurs mouvements de grève ont eu lieu dans les différents Sdis (Service départemental d'incendie et de secours), à commencer par ceux du Sud, confrontés chaque année à de multiples incendies de forêt. Outre des revendications salariales, leur prime de feu n'ayant pas été réévaluée

depuis trente ans, ils protestaient avant tout contre le manque d'effectifs. Les pompiers constatent que, si les interventions ont doublé en quelques années, leur nombre est resté le même. De plus, le service ambulancier (qui fait aussi partie de leurs tâches) s'est intensifié, avec entre autres l'épidémie de Covid, et mobilise une partie croissante du personnel, au détriment de la lutte contre les incendies.

Mais là aussi, comme pour l'ensemble des travailleurs du service public qui jouent un rôle indispensable vis-à-vis de la population, l'État traite les revendications des pompiers avec mépris et poursuit sa politique d'économies, tant sur le nombre d'emplois que sur les moyens.

Marianne Lamiral



CAMILLE DAUDET NICE MATIN

## Hausse des carburants : les trusts pétroliers se gavent

Tous ceux qui ont utilisé leur véhicule cet été, pour partir en vacances ou pour aller au travail, ont constaté que les prix montaient en flèche ces deux derniers mois.

Selon les chiffres du ministère de la Transition écologique, le gazole a atteint une moyenne de 1,43 euro par litre, le super sans plomb est monté jusqu'à 1,59 euro par litre, soit une hausse depuis le début de l'année 2021 de 12 % pour le gazole et de près de 16 % pour l'essence sans plomb.

Le gazole n'a pas tout à fait atteint les tarifs de la mi-novembre 2018, qui avaient contribué à déclencher le mouvement des gilets jaunes, mais l'essence sans plomb est beaucoup

plus chère qu'à l'époque.

Ces hausses s'expliquent par une offre inférieure à la demande, les pays de l'Opep et leurs alliés relançant la production à un rythme précisément négocié pour leur garantir un prix élevé. Les trusts pétroliers, ceux qui raffinent le pétrole brut et le transforment en essence ou en gazole, ont répercuté avec zèle la remontée des prix du pétrole brut sur les tarifs pratiqués à la pompe.

Ces capitalistes multimilliardaires avaient vu leurs

profits légèrement écornés par la baisse d'activité économique du début de la pandémie. Depuis, ils ont tout fait pour rattraper le temps perdu, et ils y sont parvenus puisque, cet été, ils ont fait état de bénéfices en très forte hausse. Au cours du second trimestre 2021, ils ont connu des rentrées d'argent spectaculaires, qui ont servi pour l'essentiel à racheter leurs propres actions, pour en faire monter le cours.

Augmenter le prix d'un produit de première nécessité comme le carburant sert à enrichir encore les plus riches.

Valérie Fontaine



## Nice-Marseille : où est le ballon ?

La bagarre entre supporters, joueurs et service de sécurité, lors du match de football entre Nice et Marseille, a suscité les habituelles vagues d'hypocrisie.

De la ministre aux commentateurs autorisés, des édiles locaux aux sélectionneurs de café du commerce, tous ont déploré cet « affront au foot », comme

le titrait en toute simplicité le quotidien *le Parisien*. Et la ministre des Sports de garantir que des mesures seraient prises.

Les mêmes phrases

désolées et menteuses, les mêmes promesses ministérielles creuses reviennent à chaque bagarre entre supporters.

Et puis tout continue, car les clubs, les sponsors, les chaînes de télévision, les publicitaires, les organisateurs de paris sportifs désormais légalisés

et tous les marchands du temple du dieu football veulent du spectacle.

C'est ce que leur offrent les clubs de supporters, les tribunes les plus enragées étant les plus spectaculaires. Les dirigeants de club sont en rapport étroit avec eux, les joueurs ne manquent

pas de les saluer après chaque but, des places leur sont réservées dans les stades comme dans les bus.

La désapprobation ne durera pas longtemps, et en tout cas pas jusqu'à la prochaine journée de championnat.

P. G

## Antilles : une catastrophe prévisible

**Toute la presse le souligne, ainsi que plusieurs médecins des Antilles et ceux venus en renfort : la catastrophe sanitaire est bien réelle en Martinique et en Guadeloupe. L'épidémie de Covid y fait des ravages.**

Beaucoup de soignants arrivés récemment déclarent n'avoir jamais vu ça dans l'Hexagone, même au plus fort de l'épidémie. Le nombre de décès augmente en flèche dans les hôpitaux mais aussi à domicile, où sont renvoyés beaucoup de malades, car il y a un manque d'oxygène de ville (les concentrateurs). La morgue du CHU de Pointe-à-Pitre déborde. Un conteneur et d'autres salles sont aménagés pour y entreposer les cadavres. Les pompes funèbres sont débordées.

Les malades s'entassent dans les couloirs, aux Urgences des CHU. En l'état, les médecins sont contraints de pratiquer une médecine de catastrophe, de guerre, à savoir trier les malades entre ceux qui auraient le plus de chances de survie en réanimation et les autres. Cela signifie une cruelle perte de chances pour des dizaines de malades qui auraient pu être sauvés.

Le manque de lits et de personnel adéquat en réanimation est la cause immédiate de

cette catastrophe. Mais il y a toute une série de causes plus anciennes, comme le manque chronique de matériel et de personnel, particulièrement de personnel de réanimation formé. Lorsque, même en période calme, on constatait par exemple le manque d'un médicament aussi élémentaire que la bêtaïne, pour ne citer que cela, on mesure bien l'ampleur du désastre sanitaire qui est permanent.

Cette catastrophe était donc prévisible, et même annoncée par de nombreux soignants, par les militants du mouvement ouvrier. Voilà des années que le personnel et les militants syndicaux dénoncent avec force l'état de délabrement des hôpitaux publics. Il est manifeste aujourd'hui que, même par rapport à la situation critique de bien des hôpitaux de l'Hexagone, la situation de ceux des Antilles est bien plus grave. D'une manière générale, les travailleurs et les couches populaires des Antilles connaissent les mêmes problèmes que ceux

de l'Hexagone, mais en plus grave, et dans tous les domaines. Cette situation est héritée du colonialisme.

Il est bien trop facile de mettre la catastrophe sur le dos de la population défiante à l'égard de la vaccination. Même si cela s'améliore depuis quelques jours face à l'hécatombe, il est vrai que 80% de la population refusait jusqu'ici la vaccination, à tort bien sûr.

Cette défiance contre la vaccination vient d'une méfiance permanente de la population imposée par Paris. Elle augmente singulièrement parmi les plus pauvres, travailleurs, chômeurs, précaires. L'empoisonnement général des terres, de l'eau, de la population par le chlordécone, le déficit d'eau courante entre autres, en sont des causes importantes. De plus, si la catastrophe sanitaire actuelle éclate aux yeux de tous, une catastrophe rampante existe face aux comorbidités qui frappent depuis toujours la population antillaise. Elle est atteinte dans une proportion bien plus importante que dans l'Hexagone de maladies endémiques telles que le diabète, l'hypertension, l'obésité, les



L'hôpital de Pointe-à-Pitre saturé.

maladies cardiovasculaires, les cancers, dont ceux de la prostate, etc. 11% de la population est victime du diabète contre 4,6% dans l'hexagone. Ces maladies-là n'ont jamais été traitées. Elles sont aujourd'hui une des causes de la surmortalité à partir de la contamination au Covid.

Les pouvoirs publics avaient au moins depuis six mois que la population était réticente à la vaccination. Il n'y a pas eu plus d'embauches dans les hôpitaux, plus de matériels, plus de stocks d'oxygène en amont. Et même aujourd'hui, pendant ladite « médecine de guerre » pratiquée, il n'y a toujours pas suffisamment de stocks de médicaments ou d'oxygène vital, pas d'organisation des Urgences où ceux

qui arrivent contaminent ceux qui ne le sont pas encore, etc. Quelques avions évacuent quelques malades vers l'Hexagone. Mais pourquoi ne pas prévoir un pont aérien permanent et efficace, une noria pour acheminer matériels et personnels, non pas au compte-gouttes mais en grand nombre et quotidiennement?

Cette anarchie n'est pas fortuite. Elle sort du cerveau orienté de ceux qui dirigent la société, orientée vers la satisfaction des besoins de la classe dirigeante aveugle à tout ce qui peut soulager les souffrances de la population. Et c'est vrai même quand il s'agit d'une question de vie ou de mort, on le voit aujourd'hui.

**Pierre Jean-Christophe.**

## Guadeloupe : les manifestations se poursuivent

**Les semaines se suivent et la mobilisation contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire se poursuit en Guadeloupe. La manifestation dans la ville du Moule, samedi 21 août, a rassemblé un millier de personnes en un cortège très dynamique.**

Avec les pompiers de FO en tête, les syndicats, dont l'UGTG, la CGTG, FO, les syndicats enseignants de la FSU, Combat ouvrier, le Parti communiste guadeloupéen, le LKP, l'UPLG, en tout une trentaine d'organisations se sont retrouvées dans les rues comme chaque samedi.

Précédemment, jeudi 19, au Lamentin, un meeting avait rassemblé plus d'une centaine de personnes. Un autre meeting est prévu mercredi 25 août à Pointe-à-Pitre devant le palais de la Mutualité ainsi

que des caravanes dans toutes les parties de l'île.

Les syndicats ont annoncé une grève générale à partir du 31 août contre les mesures autoritaires du gouvernement et sa politique antiouvrière, notamment le recul de l'âge de la retraite, la diminution de l'allocation-chômage. Ils entendent aussi avancer des revendications d'augmentation de salaire et d'embauche. Dans plusieurs entreprises, les travailleurs se préparent déjà à la grève.

**P. J.-C.**



Manifestation dans les rues du Moule.

## Céréales : les spéculateurs font leur blé

**Les cours du blé sont au plus haut. La production mondiale a chuté d'un tiers. Elle est catastrophique au Canada du fait de la sécheresse et, en Europe elle est victime de trop fortes pluies.**

Les spéculateurs jouent sur la menace de pénurie pour pousser les prix. La tonne de blé tendre a atteint les 250 euros, contre 180 en moyenne ces dernières années. Celle de blé dur, qui

sert à la fabrication des pâtes, atteint les 335 euros.

Cette flambée des prix arrange bien les gros céréaliers français, qui exportent la moitié de leur production. Leur récolte est

en hausse, malgré une année pluvieuse. Vendre plus, et plus cher, est le rêve de tout négociant. Les coopératives qui commercialisent les trois quarts des céréales en France se comportent exactement comme les négociants particuliers qui traitent le dernier quart.

Ce qui s'annonce comme un pactole pour les gros

exploitants des plaines de Beauce et de Picardie va coûter cher aux populations. En France, les industriels veulent augmenter les prix des pâtes alimentaires, pour suivre le cours du blé dur, et font pression dans ce sens auprès des pouvoirs publics. Quant aux habitants des pays pauvres importateurs, comme la Chine, l'Algérie,

l'Égypte, l'Indonésie ou l'Iran, ils risquent eux aussi de devoir payer les pâtes plus cher ou de s'en passer.

Déjà sous l'Ancien Régime, les spéculateurs sur les blés et farines n'hésitaient pas à provoquer la famine. Certains d'entre eux l'ont payé de leur tête... en 1789.

**Vincent Gelas**

# Afghanistan: le retour des talibans après vingt années de guerre impérialiste

« Avec nos partenaires et alliés, nous continuerons à utiliser tous les leviers humanitaires et diplomatiques pour sauvegarder les droits humains et protéger les acquis des deux dernières décennies » en Afghanistan, a déclaré le Premier ministre britannique, Boris Johnson, à l'occasion de la réunion des pays du G7 qui devait se tenir le 24 août.

Depuis la victoire des talibans, de telles déclarations émanant des dirigeants des pays impérialistes, de Biden à Macron, n'ont pas manqué. Toutes ces « dernières décennies » montrent au contraire que les dirigeants impérialistes n'ont abouti qu'à renforcer les forces les plus réactionnaires.

## Des décennies de guerre

Dès 1979, alors que l'URSS se préparait à intervenir militairement dans ce pays alors dans son orbite, les États-Unis agirent en sous-main afin d'affaiblir l'URSS. Ils soutinrent des moudjahidines, des seigneurs de guerre s'appuyant sur leur ethnie, voire leur tribu, et combattant au

nom de l'islam. La CIA a agi conjointement avec le Pakistan et l'Arabie saoudite pour renverser le gouvernement afghan soutenu par l'URSS, l'État américain a financé les camps d'entraînement et l'armement de ces guérillas. Zbigniew Brzezinski, qui fut conseiller de l'ancien président américain Carter pour les affaires de sécurité, et nommé par Obama conseiller aux affaires étrangères lors de sa campagne présidentielle, justifiait ainsi cette politique en 1998: « *Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide?* »

Début 1989, les troupes soviétiques se retirèrent définitivement d'Afghanistan, mais le pays resta la proie des affrontements entre les différentes bandes armées qui avaient combattu l'armée russe et aspiraient désormais au pouvoir. Les années de guerre civile qui suivirent le retrait de l'URSS aboutirent en 1996 à l'arrivée au pouvoir des talibans, à la grande satisfaction de l'impérialisme américain qui y avait œuvré. Peu importait que les talibans imposent un régime de terreur au peuple afghan.

## L'enlèvement

Mais les forces entretenues par l'impérialisme se retournèrent contre leurs anciens maîtres. Après les attentats du 11 septembre 2001, Bush déclencha la guerre contre les alliés de la veille, accusés d'avoir protégé un certain Oussama Ben Laden, fondateur d'Al Qaida, devenu l'ennemi à abattre après avoir été un de leurs protégés. Une pluie de bombes s'abattit



AFGHAN MINISTRY OF DEFENSE PRESS OFFICE

Des soldats américains amènent leur drapeau avant leur départ d'Afghanistan.

sur le peuple afghan, lancées par toutes les armées impérialistes, dont la France. Le pouvoir des talibans s'écroula. Mais le pouvoir fantoche mis en place par les États-Unis n'apporta ni la paix ni la démocratie

La brutalité des interventions impérialistes eut en effet le résultat habituel, accroissant la colère et la haine des populations afghanes contre les forces d'occupation américaines et de l'Otan, fournissant un réservoir grandissant de recrues pour les talibans. Le gouvernement afghan, choisi par les dirigeants impérialistes, s'avéra rapidement extrêmement corrompu. De plus, il s'appuyait sur des seigneurs de guerre qui s'étaient taillé de véritables fiefs privés et, comme les talibans dans leurs zones, y imposaient la charia. Si la situation des femmes s'améliora un peu sous l'occupation américaine, cela concerna surtout les citadines. La misère, quant à elle, ne fit que s'accroître, accompagnée de bombardements, de ratissages, de tortures systématiques et d'attentats.

## Vingt ans après, le retour des talibans

L'insurrection des talibans, armés principalement par le Pakistan allié des États-Unis, ne cessa de progresser, malgré les milliards de dollars dépensés et les dizaines de milliers de soldats

mobilisés par l'impérialisme. La victoire des talibans le 15 août n'a pu surprendre personne.

Cela fait des mois que les États-Unis s'y préparent. Ils ont organisé des réunions prétendument de paix entre le gouvernement afghan et les talibans, mais surtout discuté avec ces derniers, qui finalement se sont imposés sur le terrain. Le représentant spécial des États-Unis pour la réconciliation en Afghanistan, l'ambassadeur Zalmay Khalilzad, s'est démené pour arranger diverses réunions entre des délégations de talibans et des dirigeants des pays limitrophes pour un redémarrage des affaires, comme en février dernier, où une délégation talibane s'est rendue à Achgabat, au Turkménistan, où il a promis son soutien à la construction d'un gazoduc à travers l'Afghanistan.

Que les talibans se revendiquent du fondamentalisme religieux et imposent une dictature sur la population importe peu aux dirigeants occidentaux, du moment qu'ils assurent une certaine stabilité politique. Des centaines de milliards de dollars engloutis, un pays dévasté et, plus de vingt ans après, le retour du régime moyenâgeux des talibans, voilà le bilan catastrophique de la domination impérialiste.

Aline Retesse

## Centrafrique: les terroristes et ceux qui les payent

Castel, multinationale française du vin, est accusé par l'ONG américaine The Sentry (La Sentinelle) de financer des groupes terroristes en Centrafrique.

Une de ses filiales, la Sucraf, Sucrerie africaine de Centrafrique, assurerait depuis six ans la sécurité de son usine et de ses champs de canne à sucre par des dons en argent, en matériel et en carburant aux groupes armés qui contrôlent la région.

Le principal bénéficiaire de ses largesses se nomme

benoîtement l'Unité pour la paix en Centrafrique et est accusé de multiples massacres. Ses deux chefs auraient reçu en cinq ans 260000 dollars, sans compter les cadeaux en nature.

Cet achat de protection est pratique courante dans les pays pauvres. Quand le gouvernement est fort, on achète ministres et

militaires. Quand le pays est en proie à la guerre civile, on fait de même avec les milices, groupes armés ou gangs ayant localement le pouvoir.

Le cimentier français Lafarge ne faisait pas autre chose quand en Syrie il finançait l'État islamique, pour maintenir en service son usine de ciment; une pratique dont le quai d'Orsay n'ignorait rien.

Vincent Gelas

## Record de dividendes: capital cannibale

Chaque semaine apporte son lot de bonnes nouvelles aux grands actionnaires des plus importantes compagnies privées, c'est-à-dire aux quelques familles qui constituent la bourgeoisie mondiale.

Parlez moi de votre vie sentimentale



Ce fut d'abord l'annonce que leurs entreprises avaient renoué avec des bénéfices colossaux, alors même que ni la production matérielle ni les échanges ne retrouvaient leurs niveaux d'avant l'interruption due à la crise sanitaire. Les compagnies maritimes en particulier parviennent à faire exploser leurs bénéfices, alors qu'elles ont réduit leurs opérations. Quant aux entreprises pharmaceutiques, comme Pfizer, elles ont battu les records de profit en se contentant de parasiter le travail des chercheurs et d'encaisser

les subventions étatiques, ne cédant leurs vaccins qu'à prix d'or et à qui peut payer d'avance.

Le 23 août, un institut britannique a montré comment les trusts mondiaux utilisaient ces flots d'argent. Ils peuvent racheter des sociétés prometteuses, comme Pfizer vient de le faire en déboursant près de deux milliards de dollars pour acheter un laboratoire et ses brevets de traitement du cancer. Ils peuvent racheter leurs propres actions, comme l'ont fait les majors du pétrole. Ils peuvent surtout verser

d'énormes dividendes à leurs actionnaires. Et c'est ce qu'ils ont fait à hauteur de 1400 milliards de dollars cette année. Cela constituerait un record, d'après cet institut.

Ce triste record vaut son poids de guerres, de misère, de morts faute de pain, d'oxygène ou de secours, de mensonges gouvernementaux et d'exploitation des travailleurs. Loin d'être le signe d'une économie en bonne santé, ou même d'une reprise, il indique le degré de parasitisme atteint par le système capitaliste.

Paul Galois

# En Californie : la ruée vers l'or, légende et réalité

En 1849, la découverte d'or en Californie fit brusquement entrer cette région, jusqu'alors peu peuplée et éloignée des centres de la vie économique, dans le tourbillon d'un développement capitaliste brutal, destructeur et chaotique.

Avant cette découverte, l'homme le plus riche de la province mexicaine d'Alta California était un émigré venu de Suisse: Johann Sutter. Il avait obtenu, en versant des pots-de-vin aux autorités mexicaines locales, près de 20 000 hectares de terres autour de la baie de San Francisco. Pour les mettre en valeur, il avait, à l'aide de quelques contremaîtres américains, contraint des centaines d'Indiens au travail forcé. Il avait aussi fait venir des travailleurs agricoles des îles du Pacifique, les traitant quasiment en esclaves. Sutter avait bâti un empire agricole florissant et, grâce à des ports qu'il avait fait construire pour son propre usage, il exportait quantité de produits.

Le destin de la région, annexée aux États-Unis en 1846, fut bouleversé par la découverte d'or par un employé américain de Sutter qui supervisait la construction d'une scierie. Sutter essaya de garder le secret, et l'or avec, mais en vain. Il ne put empêcher que beaucoup se précipitent sur ses terres pour fouiller les torrents de montagne. En août, un journal de New York fit état de cette découverte. Et en décembre, le président américain, Polk, confirma «l'abondance d'or» dans un discours officiel au Congrès, lui donnant une énorme publicité.

## La ruée attisée par la crise économique

L'année 1849 vit la ruée de cent mille hommes vers l'or californien. Ils étaient d'autant plus nombreux qu'une crise économique grave, à l'origine de la vague des révolutions de 1848, frappait l'Europe. De nombreux Européens traversaient l'Atlantique, notamment en provenance de l'Irlande affamée. Mais la crise avait aussi traversé l'océan, et l'or californien exerçait un attrait d'autant plus grand que les perspectives semblaient bouchées dans l'est des États-Unis.

Trois routes, longues et dangereuses, pouvaient conduire ces hommes en Californie. Il fallait au minimum quatre mois pour qu'un navire rempli de pionniers partis de New York longe toute la côte Atlantique de l'Amérique du Sud, affronte le cap Horn et des terribles tempêtes, puis longe la côte du Pacifique vers le nord, avant de jeter l'ancre dans la baie de San Francisco, après plus de 24 000 km de mer.

Traverser le continent nord-américain et les redoutables montagnes Rocheuses n'était pas plus aisé: on pouvait mourir de froid, de faim ou de soif, ou dans des combats avec les Indiens. On partait donc en convoi, en se rassemblant au printemps sur le Missouri, dans l'espoir d'arriver 3 000 km



Des hommes venus du monde entier à la recherche de l'or de Californie.

plus à l'ouest avant l'hiver.

La troisième voie consistait à prendre le bateau à New York pour le Panama, alors province colombienne, à traverser la jungle d'une côte à l'autre et, si on survivait aux fièvres tropicales, à reprendre un autre navire pour San Francisco. Cette dernière route fut si fréquentée que, dès 1850, des capitaux affluèrent pour poser les premiers rails d'un chemin de fer qui annonçait le futur canal de Panama.

Depuis l'autre rive du Pacifique, des immigrants chinois prenaient la mer pour la Californie où ils se louaient comme travailleurs à tout faire, souvent cuisiniers ou blanchisseurs, dans les camps de chercheurs d'or. Ils formaient le noyau initial du Chinatown de San Francisco, aujourd'hui la plus grande communauté chinoise hors d'Asie. Au contraire des Européens, ils n'étaient alors pas considérés comme de futurs citoyens américains.

Arrivés en Californie, les pionniers se ruèrent vers les torrents à la recherche de pépites. Les tribus indiennes des montagnes en subirent

les funestes conséquences. Sur leur passage, les chercheurs d'or prenaient tout ce dont ils pensaient avoir besoin. Ils se servaient en nourriture, en bois, qu'il était plus rapide de prendre en démontant les moulins, les scieries, et même les enclos à bétail. L'empire agricole de Sutter fut dévasté. Alors qu'elle exportait des produits agricoles, la région eut vite besoin d'importer de la nourriture, à prix d'or. L'économie locale fit un bond en arrière: le capital accumulé sous forme d'installations agricoles était pillé, tandis que la main-d'œuvre filait dans les montagnes à la recherche de l'or.

La ruée vers l'or est un résumé de la conquête du Far West. Des pionniers s'approprièrent, fusil en main, ce dont ils avaient besoin, avant de tâcher de légaliser leur concession. Des villes champignons surgissaient, avec leurs saloons, les jeux, la prostitution, puis se vidaient de leurs habitants et devenaient des villes fantômes sitôt le filon épuisé.

La plupart des chercheurs d'or ne devinrent pas millionnaires. Après l'épuisement des pépites de surface, assez aisément ramassées dans les cours d'eau, peu avaient les moyens de construire les installations nécessaires pour extraire l'or de sa gangue rocheuse, ou de creuser des mines pour exploiter les filons souterrains. Certains retournèrent vers l'est, déçus.

## Ceux qui creusent et ceux qui s'enrichissent

Ceux qui firent fortune en Californie furent surtout ceux qui s'établirent comme fournisseurs des pionniers, et en bâtissant les villes commerçantes de Sacramento et surtout San Francisco. Celle-ci passa de quelques centaines d'habitants à 35 000 en cinq

ans. Les frères Lazard, qui avaient d'abord émigré de Lorraine à la Nouvelle-Orléans, avant d'être attirés par les perspectives commerciales en Californie, y fondèrent la banque qui est devenue depuis un géant financier. La banque Wells Fargo y fut également fondée en 1852. Levi Strauss commença à y fabriquer et y vendre des vêtements de travail en toile bleue en 1853. De leur côté, Sutter et ses fils étaient ruinés, leurs anciens titres de propriété, notamment sur les terrains sur lesquels fut construit San Francisco, ne valant plus rien. La ruée vers l'or avait complètement rebattu les cartes.

Le plus gros de la richesse extraite des montagnes californiennes alla cependant aux fortunes déjà établies de la bourgeoisie de la côte Est. Les propriétaires des navires créèrent des lignes commerciales très rentables. L'essentiel pour eux était de remplir leurs navires de passagers, le mythe de la fortune, qui sourit paraît-il aux audacieux prêts à tenter le voyage, était entretenu à coups de publicité tapageuse et souvent mensongère dans les journaux de l'Est et jusqu'en Europe. Quant aux banques de Wall Street à New York, elles profitèrent énormément de l'or californien, qui représenta 45% de la production mondiale de 1851 à 1855.

La ruée vers l'or contribua à l'expansion vigoureuse du capitalisme mondial tout au long des années 1850. Elle joua un rôle d'accélérateur dans la transformation des États-Unis d'une nation agricole en un empire industriel dominant le Pacifique, obligeant le Japon à s'ouvrir à son commerce dès 1853. La puissance de la bourgeoisie américaine doit beaucoup à cette aventure, marquée par un pillage désordonné et dévastateur.

Lucien Déroit

ARC

**A NEW AND MAGNIFICENT CLIPPER FOR SAN FRANCISCO.**  
**MERCHANTS' EXPRESS LINE OF CLIPPER SHIPS!**  
 Loading none but First-Class Vessels and Regularly Dispatching the greatest number.  
 THE SPLENDID NEW OUT-AND-OUT CLIPPER SHIP

**CALIFORNIA**

HENRY BARBER, Commander, AT PIER 13 EAST RIVER.

This elegant Clipper Ship was built expressly for this trade by Samuel Hall, Esq., of East Boston, the builder of the celebrated Clippers "SURPRISE," "GAMECOCK," "JOHN GILPIN," and others. She will fully equal them in speed! Unusually prompt dispatch and a very quick trip may be relied upon. Engagements should be completed at once.

Agents in San Francisco, Messrs. DE WITT KITTLE & CO.

**RANDOLPH M. COOLEY, 88 Wall Street, Tontine Building.**

NEBBIT & CO., PRINTERS.

## Rentrée étudiante : toujours plus chère

**Selon les syndicats FAGE et UNEF, le coût de la vie pour les étudiants va encore augmenter à la rentrée. La FAGE chiffre à 2392 euros en moyenne le coût de la rentrée, environ 31 euros de plus qu'en 2020.**

Elle additionne les frais de rentrée proprement dite (inscription, assurance, complémentaire santé...) et les frais de la vie de tous les jours (loyer, transport, téléphone, nourriture...). C'est cette deuxième catégorie qui a augmenté, d'abord à cause des loyers, qui représentent en moyenne 550 euros par mois, avec de grosses différences entre régions, et des loyers particulièrement élevés pour les étudiants de la région parisienne. La réforme du calcul de l'APL a aussi coûté cher aux étudiants, comme à l'ensemble des jeunes qui auraient perdu en moyenne 38,50 euros par mois.

Depuis début juillet, le ticket de restaurant

universitaire à 1 euro pour tous les étudiants, mis en place pour faire face à la crise sanitaire, est désormais réservé aux étudiants boursiers, ou considérés en situation précaire. Cela va augmenter d'autant le budget nourriture de tous ceux qui n'entrent pas dans ces critères.

Cette situation d'une partie des étudiants n'a rien de nouveau puisque déjà en 2019, avant la crise sanitaire, un étudiant sur deux devait travailler pour financer ses études, un sur cinq vivait en dessous du seuil de pauvreté, et un sur deux déclarait qu'il devait souvent se restreindre sur la nourriture, la santé ou l'hygiène. Mais elle s'aggrave.

Depuis le début de la pandémie, le nombre des étudiants qui ont recours à l'aide alimentaire a explosé, la possibilité de trouver un emploi étudiant a diminué. Les aides aux étudiants elles aussi diminuent. L'UNEF a calculé que, depuis le début du mandat d'Emmanuel Macron, les aides directes versées par l'État par an et par étudiant ont diminué de 39 euros. L'augmentation de 1% des bourses prévue par le gouvernement pour la rentrée est loin de ce qui serait nécessaire pour empêcher que les jeunes de milieu populaire qui tentent de faire des études vivent dans la misère.

Cela n'empêche pas les ministres de prétendre que l'éducation est leur priorité. Parole de ministre!

**Hélène Comte**



ROLLAND QUADRINI/3 MAXPPP

## Territoriaux-Angers : les maîtres-nageurs font des vagues

**Depuis le début de l'été, les maîtres-nageurs-sauveteurs des piscines municipales d'Angers font grève tous les dimanches, empêchant les piscines d'ouvrir.**

Le mouvement touche même les samedis depuis début août, et des actions inopinées en semaine ont fait monter la pression. Il faut dire que ces travailleurs ont de quoi être en colère.

Dans le cadre de la loi de transformation de la fonction publique, la majorité de droite qui tient la municipalité a décidé de voler à tous les fonctionnaires territoriaux qu'elle emploie trois jours de congé par an, tout en les faisant travailler trois minutes de plus par

jour, sans augmentation du salaire bien sûr.

La façon dont les élus veulent appliquer la loi aux maîtres-nageurs constitue une agression particulièrement visible: ils leur demandent de passer de 1407 à 1607 heures par an, sans rallonge sur le salaire. Cela revient à exiger d'eux 4 à 5 heures de plus par semaine, autrement dit un mois entier en plus par an, et gratis! Et c'est une remise en cause directe d'un accord obtenu en 2000 suite à une grève victorieuse.

Les maîtres-nageurs travaillent déjà de fait 1607 heures, en étant exposés au bruit, à la chaleur et au chlore. Ils estiment que leurs horaires actuels ne sont en rien un privilège. Alors, pas question pour eux de boire la tasse!

Ils sont d'ailleurs encouragés dans leur mouvement par les réactions des usagers qui, malgré le dérangement occasionné, sont en général de leur côté lorsqu'ils découvrent l'ampleur de l'attaque. Pour l'instant, la mairie est aux abonnés absents. La grève est donc partie pour durer.

**Correspondant LO**

## Dragon 17 - La Rochelle : la sécurité n'est pas la priorité du gouvernement

La Rochelle, avec son hélicoptère Dragon 17, était l'une des six bases de Sécurité civile menacées de fermeture pour manque de pièces détachées ou autres problèmes techniques affectant leurs hélicoptères.

In extremis, un hélicoptère a été emprunté à Lacanau, ce qui a évité à la base de La Rochelle d'être mise hors circuit comme Montpellier... ou Lacanau.

Le 28 juillet, quand un nageur s'est noyé dans une baignade au Porge, en Gironde, un hélicoptère a donc dû venir de Mimizan,

distant de 75 km, au lieu de Lacanau, situé à 13 km.

Dans l'urgence, faute de moyens, la Sécurité civile en est réduite à louer au prix fort des appareils à des sociétés privées, comme le dénonce le syndicat des navigants de l'aviation civile.

Ces économies criminelles aux dépens de la sécurité jugent cette société, où les moyens vont bien davantage aux avions et hélicoptères destinés à la guerre qu'à équiper des services utiles à la population.

**Correspondant LO**

## Police : des criminels toujours en fonction

**La famille de Cédric Chouviat, le livreur tué à Paris en janvier 2020 lors d'un contrôle routier, a demandé que les policiers impliqués soient suspendus de leurs fonctions.**

Alors qu'il circulait en scooter, Cédric Chouviat a été interpellé par quatre policiers qui l'ont plaqué au sol et ont pratiqué sur lui une clé d'étranglement. Ses cris de « J'étouffe », répétés sept fois, n'ont pas fait lâcher prise aux policiers. Il a finalement été transporté dans le coma à l'hôpital, où il est mort deux jours plus tard. L'autopsie a révélé une fracture du larynx.

La scène, filmée au début sur son smartphone, ainsi que par des témoins, ne laisse aucun doute sur les faits ni sur la responsabilité des policiers dans la mort d'un travailleur sans histoire. Il aura cependant fallu attendre un an et demi pour que trois des quatre policiers impliqués soient mis en examen.

S'appuyant sur ces éléments, la famille de Cédric

Chouviat a alors demandé la suspension des policiers au ministère de l'Intérieur. La réponse a été claire: « Les premiers éléments d'enquête n'ont pas pu permettre d'établir que les fonctionnaires avaient commis un manquement à leurs obligations ».

Quoi qu'aient fait les policiers, et même lorsqu'un homme en est mort, Darmanin continue de couvrir ses forces de répression, qui pourront continuer ces violences criminelles en toute impunité.

**Marianne Lamiral**



# Dans l'automobile : des pertes de salaires inacceptables !

## Toyota - Onnaing :

Mardi 17 août, la direction a prévenu une grande partie des salariés de l'usine Toyota d'Onnaing, dans le Nord, par SMS, et le lendemain par voie de presse, que la reprise du travail après trois semaines de congés payés ne se fera pas lundi 23 août, mais au plus tôt le 6 septembre.

Toyota invoque une pénurie de composants électroniques produits en Malaisie, nécessaires au système de freinage hybride.

La quasi-totalité des 4000 travailleurs en production (dont 500 intérimaires, 300 CDD et 400 contrats pro) ont été placés au chômage partiel, dans le cadre de l'APLD (Activité partielle longue

durée), payée à 70% du salaire brut.

Des milliers de travailleurs des entreprises sous-traitantes, dans la région ou ailleurs, se retrouvent de fait également dans la même situation, parfois indemnisés à seulement 60% du salaire brut.

Ce n'est pas acceptable. Après avoir subi des samedis

matin ou dimanches de nuit supplémentaires, avec des cadences très élevées, les travailleurs se retrouvent aujourd'hui avec des pertes de salaire.

Le minimum serait que les salaires et les primes de tous, intérimaires, CDD, CDI et sous-traitants, soient maintenus à 100%.

Toyota en a largement les moyens financiers : d'avril à juin 2021, en seulement trois mois, le groupe automobile a annoncé un bénéfice record de 6,9 milliards d'euros!

Correspondant LO

## Les travailleurs ne sont pas responsables de la pénurie de puces électroniques

La course à la productivité, la concurrence et la recherche du profit maximum font que l'ensemble de l'industrie mondiale, notamment automobile, se retrouve face à une pénurie de semi-conducteurs depuis près d'un an.

À force de pousser les entreprises d'électronique à ajuster à la baisse

leurs moyens de production pour les faire tourner à plein régime, afin de faire des économies et d'en tirer le maximum de profit, voilà aujourd'hui les actionnaires des grands groupes rattrapés par les aberrations du système capitaliste. C'est le serpent qui se mord la queue!

Correspondant LO

## Stellantis-PSA - Sochaux

Les travailleurs à peine rentrés de trois petites semaines de congés, l'usine de Sochaux a été de nouveau mise partiellement à l'arrêt. Bien des travailleurs se disaient qu'on aurait mieux fait de pouvoir avoir quatre semaines de congés, plutôt que de rentrer au boulot pour s'arrêter au bout de quelques jours, même s'ils n'étaient pas mécontents de souffler un peu.

Selon la direction, la faute en serait à un cluster Covid dans une usine de Malaisie qui produit des semi-conducteurs. Pour les salariés de Peugeot, cet arrêt de production des 3008 et 5008 implique des pertes de salaire liées au chômage partiel. Pour les sous-traitants, cela peut se traduire par des jours de congés volés et pour les intérimaires, la perte du salaire. Les travailleurs trinquent pour

l'anarchie de la production capitaliste qui, cette année, n'a pas arrêté de faire du yoyo à cause du manque de pièces, et pas uniquement de semi-conducteurs.

Pendant que les salaires sont amputés et que les emplois baissent, par le biais du chômage, du non-remplacement des départs en retraite et du renvoi des intérimaires, les profits explosent. Le groupe Stellantis (qui regroupe maintenant PSA, Fiat, Opel, etc.) a fait 6 milliards de bénéfices en six mois, la rentabilité a atteint 11,4%, du jamais-vu. Cela alimente l'idée que les patrons se moquent de nous et racontent vraiment n'importe quoi. Cela alimente aussi l'idée que de l'argent il y en a, mais qu'il n'est pas dans les bonnes poches. Reste à aller le chercher!

Correspondant LO

## Stellantis-PSA - Rennes

La production de l'usine PSA de Rennes-La Janais a redémarré mardi 17 août, après trois semaines de congés.

Dès le premier jour, les travailleurs ont retrouvé le

rythme infernal d'avant les vacances avec un sous-effectif encore plus grand. Plusieurs intérimaires ne sont pas revenus, tant les postes sont difficiles et la paie minable, avec

les contrats courts d'une semaine. Mais, dès jeudi 19 août, la direction annonçait que la semaine du lundi 23 au vendredi 27 août ne serait pas travaillée, à cause de la pénurie de semi-conducteurs.

La paie amputée qui, en cas de chômage, n'est plus qu'à 72% du net depuis début juillet, massacre le budget des ouvriers, d'autant que les salaires sont bas. Et pour les intérimaires c'est encore pire car, avec le système des missions à la semaine, ils perdent toute leur rémunération quand l'usine ne tourne pas.

Alors, beaucoup se disent que Stellantis-PSA, qui vient d'annoncer 6 milliards de profits pour les six premiers mois de l'année, devrait payer tous les salaires à 100%!

Correspondant LO



## Stellantis - Sochaux : l'argent public détourné vers le patronat

Le Mattern Lab (du nom de l'ingénieur qui réorganisa les méthodes de production, notamment, à l'usine Peugeot de Sochaux dans les années 1920) va s'installer dans un ancien bâtiment de Peugeot, racheté par PMA (Pays de Montbéliard Agglomération).

La nouvelle est présentée sur toute une page de *L'Est Républicain* : « Ce bâtiment de 5000 m<sup>2</sup> aura pour mission de favoriser l'innovation et d'accompagner la mutation de l'appareil productif territorial vers l'industrie 4.0, d'aider les entreprises industrielles, quels que soient leur taille et leur domaine d'activité, à monter en compétence. Autrement dit, de les mater, les couvrir, les aider à grandir. »

L'UIMM, syndicat patronal de la métallurgie,

dirigera un centre de formation des apprentis d'une centaine de places, une ligne de production digitalisée mise à la disposition de start-up conseillées par l'université de Franche-Comté, auxquels s'ajouteront des ateliers et des espaces dédiés à des projets industriels.

Le Mattern Lab sera présidé par le responsable des relations publiques de PSA-Sochaux. L'opération sera financée à hauteur de six millions d'euros par l'État, la région

Bourgogne-Franche-Comté et Pays de Montbéliard Agglomération.

L'UIMM financera pour partie, pour 2 millions, le centre de formation des apprentis. Les actionnaires

de Stellantis et ceux d'une dizaine de grosses et moyennes entreprises vont profiter de ces équipements sans déboursier un euro.

Les responsables poli-

tiques, toutes tendances confondues, laissent à l'abandon les quartiers des grandes cités ouvrières, et maternent les capitalistes à coups de deniers publics.

Correspondant LO



Le projet du Mattern Lab.

# Hôpital de Quimper : rien ne va plus

Depuis plusieurs mois, la situation se dégrade dans tous les services de l'hôpital de Quimper. Bien plus que le Covid, le manque de lits et de personnel rend la situation intenable.

Aux Urgences, certains jours, les patients doivent attendre huit à dix heures avant d'être installés en salle de soins, au mépris de la confidentialité et de leur intimité. Puis, faute de lits d'hospitalisation, des patients, même porteurs de pathologies sévères, stagnent aux Urgences sur des brancards, parfois 48 heures. En fait, les Urgences se transforment en service d'hospitalisation improvisé en raison de la pénurie de lits dans l'ensemble de l'hôpital.

De plus en plus, quand un soignant est en arrêt de moins de 48 heures, il n'est plus remplacé et sa charge de travail retombe sur les collègues. Les horaires de travail sont bousculés en fonction des contraintes. Les temps partiels ne sont plus respectés faute de personnel, tout comme les congés.

Pour ne pas embaucher, l'hôpital allonge le temps de travail. Ainsi, depuis 2020, la direction a raccourci de quatre minutes l'horaire journalier des soignants, en supprimant deux RTT à

l'année. Dans un nombre croissant de services, la direction de l'hôpital tente d'imposer que les aides-soignants, pourtant débordés, assurent en plus de leurs tâches le nettoyage des chambres, réalisé auparavant par les agents de service. Cela permet par exemple de supprimer sur un étage deux postes d'agent sur quatre.

Alors même qu'elle impose des journées supplémentaires pour remplacer des collègues malades, la direction refuse de payer ces heures, en promettant une récupération sous forme de repos bien difficile à obtenir.

Face à cette situation intenable, depuis le mois de mai, le personnel des Urgences a constitué un collectif, composé d'aides-soignants, d'infirmiers, de secrétaires et de médecins. La principale revendication est de disposer, pour la salle commune aux Urgences, 24 heures sur 24, d'une aide-soignante et d'une infirmière supplémentaires, soit l'embauche de six infirmières et quatre aides-soignantes, une étant



OUEST FRANCE

déjà présente le matin. Suite au refus de satisfaire les revendications, le collectif a choisi de mettre la situation sur la place publique.

La direction a prétendu qu'elle ne trouvait pas de candidats pour les postes de soignants, alors qu'elle n'a même pas daigné venir proposer de l'embauche aux élèves infirmiers ou aides-soignants de Quimper lors de la fin de leur cursus.

Pour l'instant, face à la mobilisation, la direction a lâché à « titre expérimental pour l'été » neuf heures d'infirmier par jour et sept heures d'aide-soignant. Cela ne fait pas le compte.

Dans tous les services, les personnels savent précisément le nombre de lits et d'embauches nécessaires pour faire face à la situation. Il reste à l'imposer par la mobilisation.

Correspondant LO

# CHRU de Nancy : il y a de l'argent... pour les contrôles !

Dès le lundi 9 août, la direction du CHRU de Nancy a mis en place des contrôles aux 17 entrées des différents sites. Pas moins de 65 personnes assureront la vérification des passes sanitaires, ce qui aboutira inévitablement à refouler des malades et des familles.

Cet été, une centaine de lits ont été fermés par manque d'effectifs, trois fois plus que les années précédentes, et cela alors que beaucoup de patients avaient vu leurs soins reportés lors de la troisième vague du Covid.

Selon une estimation de la Fédération hospitalière de France, les contrôles des

passes sanitaires coûteront 60 millions d'euros par mois à l'ensemble des hôpitaux. De l'argent qui serait mieux utilisé à recruter du personnel soignant.

Correspondant LO



# Centre hospitalier de psychiatrie - Cadillac : des paroles et des actes

La direction nous parle beaucoup de solidarité. Mais elle a envoyé un mail où elle affirme refuser tout volontaire qui voudrait aller aider nos collègues aux Antilles. Le prétexte avancé, ce sont « les effectifs en tension ». Oui, on est en sous-effectif, comme d'ailleurs

dans tous les hôpitaux, et en particulier aux Antilles qui paient aujourd'hui durement cette situation. Ce sous-effectif, la direction en est responsable. Alors, on sait ce que vaut son baratin sur la solidarité.

Correspondant LO

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2021.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal. .... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

**Vidéos**  
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Audio-LO**  
www.lutte-ouvriere-audio.org

# Pandémie : mortelle course aux profits

L'université américaine John Hopkins affirme que 4,7 milliards de doses de vaccin, de toutes origines, ont été injectées à ce jour. Or il y a aujourd'hui au moins 8 milliards d'habitants dans le monde (7,8 milliards en 2020); et, dans les pays les plus riches, une grande partie de la population a déjà reçu deux injections, ce qui laisse l'écrasante majorité de la population de la planète privée de tout accès au vaccin.

Ce constat est fait par une organisation aussi peu suspecte de radicalisme que l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, sous la férule de l'ONU. Elle proteste contre l'annonce d'une hypothétique troisième dose de vaccin alors, dit-elle, que la grande majorité de l'humanité n'a même pas reçu une simple première dose de vaccin.

Les dirigeants des

grands pays impérialistes connaissent parfaitement cette réalité. Ils la connaissent, l'assument et la défendent. Leurs discours sur l'intérêt général, la défense de la santé des populations, les discours de Macron, Biden, Johnson, Merkel, et de tous les postulants à la relève, ceux des grands commis de l'État, sont odieux. Car s'ils font le choix de garantir,

à court terme et à toute force, à quelques grands trusts, pharmaceutiques en l'occurrence, d'amasser le maximum de milliards, ils décident de laisser sans soins et sans les protections existantes des milliards d'enfants, de femmes et d'hommes dans le monde.

De plus, ils le font quelles que soient les conséquences, y compris au sein des citadelles impérialistes dont ils prétendent défendre les habitants. Car les virus ne connaissent pas les frontières et, laissés à eux mêmes, ils mutent inévitablement. Faut-il rappeler que ce qu'on a fini par appeler le variant Delta est le virus originellement appelé le virus indien, qui a pu se

développer librement dans ce pays qui, triste ironie, est le premier sous-traitant de fabrication de produits pharmaceutique dans le monde. C'est ce variant Delta qui revient aujourd'hui, menaçant d'une quatrième vague les pays riches et vaccinés.

Certes, le monde capitaliste a toujours abandonné à leur sort, en matière de santé, les deux tiers de l'humanité. Bien des maladies

continuent à faire des ravages dans les pays les plus pauvres, alors qu'elles sont pratiquement éradiquées dans les pays riches. L'épidémie de Covid et le choix assumé des États impérialistes et des multinationales de la pharmacie de laisser les pays pauvres sans vaccins montrent que la morale des possédants demeure : « Périisse l'humanité, pourvu que vivent les profits. »

Paul Sorel

## CAC 40 : le salaire des PDG ne connaît aucune crise

Il n'y a pas que les 500 plus grandes fortunes du pays qui ont touché le jackpot, + 30% de rallonge cette année, malgré ou plutôt grâce à la crise économique et sanitaire. Les patrons des entreprises du CAC 40 aussi.

Depuis 2020, leur salaire moyen annuel est désormais de 5,3 millions d'euros, soit une augmentation moyenne de 1,5 million d'euros. 5,3 millions, cela représente 284 fois le smic annuel brut.

Et comme ce sont des moyennes, certains sont beaucoup mieux payés que d'autres. En tête de ce révoltant hit-parade, il y

a Bernard Charles, le patron de Dassault Systems, quatre fois mieux payé que la moyenne, avec 20,57 millions d'euros par an, suivi de près par Daniel Julien de la société Téléperformance, 17,04 millions d'euros. Le troisième est Paul Hudson, le patron de Sanofi, qui n'encaisse « que » 11,78 millions d'euros.

Sans être aussi gâtés que

certains de leurs actionnaires, on peut comprendre que ces grands patrons aient à cœur de leur donner satisfaction. Les grands actionnaires peuvent en effet débarquer les PDG de leur poste si les résultats ne sont pas au rendez-vous.

Les seuls qui ne voient pas la couleur de cet argent et de leurs efforts sont les travailleurs de ces groupes capitalistes car, dans la plupart de ces entreprises les augmentations générales des salaires ont disparu. Forcément : les actionnaires et le PDG ont tout raflé.

Jacques Fontenoy

## Fraudeurs : l'État bon prince avec les entreprises

En 2020, l'administration des impôts a passé avec des contribuables fraudeurs des accords qui se sont soldés par 855 millions de pertes pour l'État. Sur ce total, 820 millions ont bénéficié à des entreprises, qui avaient d'ailleurs réclamé cette mesure dans le passé.

C'est la deuxième année seulement que le fisc doit rendre compte au Parlement de ces accords avec les fraudeurs. En 2019, ces cadeaux s'étaient montés à 1,6 milliard. Auparavant, ces tractations restaient secrètes.

Si le fisc fait des cadeaux à certains gros contribuables, ce n'est pas par bonté d'âme. C'est un calcul : un accord amiable, moyennant une forte remise, coûte moins cher qu'un procès. Les contribuables modestes ne bénéficient pas de la même indulgence.

C'est encore autre chose quand il s'agit des entreprises. Celles-ci sont

les grandes gagnantes de ces cadeaux fiscaux puisqu'elles en récupèrent plus de 95%. Car elles ont les moyens de soutenir contre l'État des procès longs et coûteux, soutenus par des ribambelles d'avocats et d'experts, agrémentés de recours et d'appels interminables. Les salariés qui sont en procès avec leur patron en savent quelque chose.

Le fisc négocie donc à son détriment avec les bourgeois fraudeurs. C'est dans l'ordre des choses, puisque cet État est à leur service.

Vincent Gelas

## Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre



### Nathalie Arthaud à Évreux

Le 24 août, en fin d'après-midi, lors du passage des militants de Lutte ouvrière à Évreux, l'endroit s'est animé lorsque Nathalie Arthaud est venue rencontrer les habitants du quartier populaire de La Madeleine.

Sympathisants, militants, passants, un rassemblement d'une quarantaine de personnes regroupées près de la tente

et des drapeaux rouges ont échangé une heure et demie durant en cette fin d'été, devant le bureau de poste et des commerces

fermés pour cause de vacances.

Des logements insalubres infestés de cafards aux pensions de retraite insuffisantes, des problèmes avec les patrons aux maladies contractées au travail, chacun est venu raconter les raisons de sa révolte.

#### Ain

Judi 26 août : Oyonnax  
Vendredi 27  
et samedi 28 août :  
Bourg-en-Bresse

#### Côte-Atlantique Pays-de-Loire

Judi 26 août :  
La Roche-sur-Yon  
Vendredi 27 août : Cholet  
Samedi 28 août : Nantes

#### Côte d'Azur

Judi 26 août : Nice  
Vendredi 27 août : Toulon

Samedi 28 août :  
Toulon/La Seyne

#### Toulouse

Judi 26 août : Toulouse  
Vendredi 27 août :  
Auterive  
Samedi 28 août :  
Colomiers

#### Yvelines-Eure-et-Loir

Judi 26 août :  
Dreux  
Vendredi 27 août :  
Chartres  
Samedi 28 août :  
Lucé

La colère qui s'exprime actuellement face à l'obligation du passe sanitaire va se traduire politiquement dans bien des directions différentes, a répondu Nathalie Arthaud, lorsqu'on l'interrogeait sur les récentes manifestations. Le combat de Lutte ouvrière est de donner aux

travailleurs qui ressentent cette colère des objectifs de lutte susceptibles d'inverser le rapport de force vis-à-vis du grand patronat et du gouvernement, pour enrayer le chômage de masse et la misère qu'il entraîne.

Correspondant LO